

See discussions, stats, and author profiles for this publication at: <https://www.researchgate.net/publication/316950935>

La "zona da mata" du Pernambouc: Permanences et tensions dans un espace dominé par la canne à sucre.

Article in *Travaux - Institute de Geographie de Reims* · January 1995

DOI: 10.3406/tigr.1995.1319

CITATIONS

0

READS

54

2 authors, including:



Christine Dabat

Federal University of Pernambuco

21 PUBLICATIONS 12 CITATIONS

[SEE PROFILE](#)

Some of the authors of this publication are also working on these related projects:



RELAÇÕES DA CIDADE DO NOME DE DEUS E A PRESENÇA JESUÍTA, 1783-1808. [View project](#)

La "zona da mata" du Pernambouc: Permanences et tensions dans un espace dominé par la canne à sucre.

Christine Rufino Dabat, Leonardo Guimarães Neto

Citer ce document / Cite this document :

Rufino Dabat Christine, Guimarães Neto Leonardo. La "zona da mata" du Pernambouc: Permanences et tensions dans un espace dominé par la canne à sucre.. In: Travaux de l'Institut Géographique de Reims, vol. 23-24, n°89-90, 1995. Le Brésil. Aspects sociaux. pp. 117-140;

http://www.persee.fr/doc/tigr_0048-7163_1995_num_23_89_1319

Document généré le 15/05/2017

Résumé

La plaine littorale de l'état de Pernambuco dans le Nordeste brésilien (Zona da Mata) jouit d'une réputation de modernité qu'elle tient de son activité séculaire, l' agro-industrie du sucre et de l'alcool. Pourtant, cette région présente un profond déficit social (situation d'indigence touchant près de la moitié des familles, carences alimentaires, taux très importants d'analphabétisme, précarité de l'emploi, etc.) qui n'a fait que s'aggraver au cours de la décennie 80 avec l'implantation du Proalcool et la modernisation de la culture de la canne à sucre.

La persistance des conditions de vie misérables dépend étroitement de la structure productive et des relations de travail qui ont cours dans la région. Celles-ci sont modelées par l'énorme pouvoir de marchandage exercé par les grands propriétaires, constamment soutenues par l'Etat. Celui-ci est, par contre, bien peu présent aux côtés des travailleurs et les quelques mesures prises pour transformer la vie quotidienne des populations de la région sont restées inefficaces.

Abstract

The coastal plain of Pernambuco state in North-East Brazil (Zona da Mata) enjoys the reputation of modernity due to its age-old sugar and alcohol industry. However, this region manifests profound social deficiencies (destitution which touches nearly half the families, alimentary deficiencies, very high illiteracy rates, precariousness of employment, etc.) which has only worsened during the decade of the 80s with the implantation of Proalcool and the modernization of cane sugar farming.

The persistence of poverty-stricken living conditions depends closely on the productive structure and the employer-employee relations prevalent in the region. These are modelled by the enormous bargaining power of the large landowners, who are constantly supported by the state. The latter is, on the contrary, very little in evidence on the side of the workers, and the few measures taken to transform the daily life of the population of the region rest ineffectual.

LA "ZONA DA MATA" DU PERNAMBOUC :

Permanences et tensions dans un espace dominé par la canne à sucre

Christine
RUFINO DABAT
Université Fédérale du
Pernambuco
Leonardo
GUIMARÃES NETO
Université Fédérale de la
Paraíba

Mots-clés : Modernisation - Agro-industrie - Salariat agricole - Prolétarianisation - Sous-emploi - Syndicats ruraux - Carences nutritionnelles.

Résumé - La plaine littorale de l'état de Pernambuco dans le Nordeste brésilien (Zona da Mata) jouit d'une réputation de modernité qu'elle tient de son activité séculaire, l'agro-industrie du sucre et de l'alcool. Pourtant, cette région présente un profond déficit social (situation d'indigence touchant près de la moitié des familles, carences alimentaires, taux très importants d'analphabétisme, précarité de l'emploi etc.) qui n'a fait que s'aggraver au cours de la décennie 80 avec l'implantation du Proalcool et la modernisation de la culture de la canne à sucre.

La persistance des conditions de vie misérables dépend étroitement de la structure productive et des relations de travail qui ont cours dans la région. Celles-ci sont modelées par l'énorme pouvoir de marchandage exercé par les grands propriétaires, constamment soutenues par l'Etat. Celui-ci est, par contre, bien peu présent aux côtés des travailleurs et les quelques mesures prises pour transformer la vie quotidienne des populations de la région sont restées inefficaces.

Key-words : Modernization - Agro-industries - Agricultural employees - Proletarianization - Under-employment - Rural trade unions - Nutritional deficiencies.

Abstract - The coastal plain of Pernambuco state in North-East Brazil (Zona da Mata) enjoys the reputation of modernity due to its age-old sugar and alcohol industry. However, this region manifests profound social deficiencies (destitution which touches nearly half the families, alimentary deficiencies, very high illiteracy rates, precariousness of employment etc.) which has only worsened during the decade of the 80s with the implantation of Proalcool and the modernization of cane sugar farming.

The persistence of poverty-stricken living conditions depends closely on the productive structure and the employer-employee relations prevalent in the region. These are modelled by the enormous bargaining power of the large landowners, who are constantly supported by the state. The latter is, on the contrary, very little in evidence on the side of the workers, and the few measures taken to transform the daily life of the population of the region rest ineffectual.

*Assiste ao enterro de um trabalhador do eito e
ouvo que dizem do morto os amigos que o
levaram ao cemiterio*

- Essa cova em que estás,
com palmos medida,
e a conta menor
que tiraste em vida.
- E de bom tamanho,
nem largo nem fundo,
é a parte que te cabe
deste latifúndio...
- Não é cova grande,
é cova medida,
é a terra que querias
ver dividida.
- E uma cova grande
pra teu pouco defunto
Mas estrás mais ancho
que estavas no mundo.
- E uma cova grande
Pra teu defunto parco
Porém mais que no mundo
Te sentiras largo.
- E uma cova grande
Pra tua carne pouco
Mas a terra dada
Não se abre a boca
- E a parte que te cabe
Nesse latifúndio
E a terra que querias
Ver dividida.

*Le migrant qui vient au Sertão assiste à
l'enterrement d'un ouvrier agricole et écoute
ce que disent du mort les amis qui
l'accompagnent au cimetière.*

- Cette fosse où tu gis
Mesurée en empars
est le seul petit profit
que tu retiras de la vie !
- Elle est de bonne taille,
ni longue ni profonde
c'est la part qui te revient
De ce latifundium...
- Ce n'est pas une grande fosse
C'est une fosse mesurée,
C'est la terre que tu voulais
Voir partagée.
- C'est une grande fosse
Pour ta misérable dépouille
Mais tu y seras moins méprisé
Que tu ne l'étais dans le monde.
- C'est une grande fosse
Pour ton pauvre corps défunt
Mais plus que dans ce monde
Tu t'y sentiras à l'aise.
- C'est une grande fosse
Pour ton peu de chair
Mais devant terre donnée
On ne fait pas la fine bouche.
- C'est la part qui te revient
De ce latifundium
C'est la terre que tu voulais
Voir partagée.

En dépit de sa "ruralité" - terme normalement associé, dans notre culture, au maintien de modes de comportement dépassés, y compris dans le domaine productif - la "zona da Mata"¹ jouit d'une

¹ La "Zona da Mata", située dans le Nordeste brésilien, s'étend sur la plaine littorale des états de la région, depuis le Rio Grande do Norte jusqu'à l'état de Bahia (carte 1).

singulière réputation de modernité liée à son activité exclusive : l'agro-industrie du sucre et de l'alcool. Cette modernité, illustrée par la capacité de cette industrie à entrer en compétition sur le marché international et à promouvoir des innovations technologiques dans le secteur des combustibles non-renouvelables (notions aux connotations de changement, de recyclage, en un mot de progrès), s'accommode toutefois fort bien - et là se trouve le paradoxe - de permanences séculaires.

Ainsi, peut-on citer tout d'abord l'extraordinaire concentration de la propriété foncière, sans pareille dans le monde actuel ; de même, la monoculture de la canne à sucre, si bien incorporée au paysage qu'elle a fini par être considérée comme la "vocation naturelle" de la région : ne serait-ce l'appellation même de "Zona da Mata", qui signifie "Zone de la Forêt", on serait tenté d'oublier que cette plaine littorale fut autrefois une contrée fameuse pour ses bois, car rares sont aujourd'hui les vestiges de ce passé. Fruits de cette conjonction, les relations de travail ne se sont toujours pas complètement détachées de la tradition esclavagiste, elle aussi séculaire¹. La violence potentielle ou effective, surtout d'origine patronale, plane sur le quotidien des relations entre employeurs et employés.

Figure n° 1 : La région de la canne à sucre dans l'Etat du Pernambuco : Brésil



Autre permanence : les relations avec l'Etat, protecteur et bailleur de fonds des entreprises agro-industrielles, toujours sollicité et manipulé - de l'intérieur et de l'extérieur - pour servir au mieux les

¹ L'abolition de l'esclavage date de 1888 : le Brésil fut l'un des derniers pays à l'abolir sur le continent américain.

intérêts de classe des grands propriétaires, au point même d'en arbitrer les conflits internes ; par contre, ce même Etat est totalement absent de la vie des populations laborieuses, si ce n'est sous sa forme répressive. Séculaire est aussi la condition, unanimement qualifiée d'inhumaine, qui est faite à ces travailleurs : leur misère est si grande que l'on en arrive à parler de "syndrome biaffrais" dans un pays qui vit en paix dans ses frontières depuis plus de trois siècles et qui, au niveau régional du moins, est épargné par les cataclysmes naturels.

De ce fait, pour dresser un tableau de la "Zona da Mata" sans pour autant tomber dans le piège de ne traiter que l'activité économique liée à la canne à sucre, et à tendance hégémonique dans la région, il faut maintenir en perspective des éléments radicalement opposés : la modernité industrielle et le retard social, de très bonnes conditions édaphoclimatiques et un séculaire déficit alimentaire, l'omniprésence de l'Etat au côté des entrepreneurs et sa présence ponctuelle et financièrement limitée au côté des populations etc. La "Zona da Mata" n'est décidément pas le lieu des moyens termes.

Ce texte tente de présenter la région de la canne à sucre du Pernambouc et d'établir un diagnostic de la situation sociale en repérant les problèmes les plus graves et les défis que ceux-ci posent. Outre la question du sous-emploi, c'est le profond déficit social accumulé par la région depuis cinq siècles de "civilisation du sucre" qui se trouve au coeur de cette situation. On exposera par la suite les solutions suggérées par les acteurs sociaux et les spécialistes de diverses disciplines¹.

1. Monoculture et hiérarchie sociale.

La "Zona da Mata" présente un climat chaud et humide comportant deux saisons bien définies. Elle se différencie nettement de la région intérieure s'étendant sur la plus grande partie du territoire nordestin et caractérisée par un climat sec marqué par la rareté et l'irrégularité des précipitations. La "Zona da Mata" jouit en revanche d'une situation privilégiée tant par l'abondance des précipitations que par leur répartition au cours de l'année.

Contrairement à la "Zona da Mata" des états du Rio Grande do Norte et de la Paraíba, celle du Pernambouc est continue² et concentre une portion significative de la production de canne à sucre, aussi bien dans sa partie nord, appelée "Mata Seca", que dans sa partie sud, dite "Mata Úmida". Elle couvre au total plus de 40 communes (municípios) et comprend près de 9 000 km², où vivent, selon le dernier recensement démographique de 1991, environ 1,2 million de personnes.

¹ Les pages qui suivent constituent un résumé d'un rapport élaboré pour l'IICA (Instituto Interamericano de Cooperação para a Agricultura) et le Secrétariat à la Planification de la Présidence de la République ; Dabat, Christine Rufino et Guimarães Neto, Leonardo, *Zona da Mata : Emprego, Relações de Trabalho e Condições de Vida*, Recife, 1993.

² Andrade, Manuel Correia de, *A Terra e o Hamem do Nordeste*, São Paulo, Livraria Ed. Ciências Humanas, 1980.

La structure productive de la "Zona da Mata" du Pernambouc est basée sur l'exploitation de la canne à sucre destinée à la fabrication de sucre et d'alcool. Cette activité définit la dynamique économique régionale et, par là, le niveau de l'emploi, les relations de travail et les conditions de vie de la plus grande partie de la population.

La structure foncière (voir les cartes 2 et 3 de l'annexe en fin d'article) fait des petite et moyenne propriétés des exceptions, surtout dans le sud de la région où non seulement celles-ci occupent une fraction minime de la superficie agricole mais en arrivent même à être numériquement minoritaires. Dans la partie nord, la concentration foncière présente un aspect plus classique, la très petite propriété voisinant ici avec les grandes ; cependant ces minifundia ne permettent pas aux familles qui les détiennent de subsister grâce à leur seule exploitation agricole : le recours au travail salarié est inévitable.

La structure sociale de la "Zona da Mata" se présente comme une pyramide dont le sommet est occupé par les propriétaires et actionnaires des grandes raffineries et distilleries. Viennent ensuite les fournisseurs de canne¹, qui détiennent ensemble la plus grande partie des terres. Très liés aux propriétaires, signalons encore les techniciens et administrateurs de niveau moyen et supérieur qui contrôlent le processus productif et prennent part à la prise de décisions concernant l'économie de la canne à sucre.

A la base de la pyramide sociale, se trouvent les ouvriers agricoles et les travailleurs des raffineries et distilleries ainsi que les employés sans qualification qui participent au processus productif dans les établissements industriels et dans les champs². Ne possédant pas de moyens de production et de subsistance, ce contingent, numériquement le plus important, vend sa force de travail aux fournisseurs et aux propriétaires des raffineries et distilleries. Une partie émigre vers les grands centres urbains nordestins ou vers d'autres régions du pays.

Bien que la quasi totalité de la terre soit consacrée à la canne à sucre, des cultures vivrières sont pratiquées par la population qui a accès à la terre : petits propriétaires, fermiers, travailleurs des plantations dont le contrat de travail permet encore l'usufruit de petits lopins.

A cette population qui se consacre à l'activité agricole, il faut ajouter les segments sociaux urbains attachés à l'industrie (textiles, produits alimentaires, matériel de construction et autres branches industrielles de moindre importance), aux activités tertiaires, notamment le petit commerce, les transports, l'administration et les services publics (éducation, santé, maintien de l'ordre) ainsi qu'à une

¹ On appelle ainsi (en portugais "fornecedores") les planteurs de canne à sucre pour les distinguer des raffineurs ("usineiros") qui possèdent à la fois les plantations et les établissements industriels. Les fournisseurs ne s'occupent que de la partie agricole de la production et fournissent, précisément, leur récolte aux raffineries et distilleries.

² Andrade, Manuel Correia de, *Area do Sistema Canavieiro*, Recife, SUDENE, 1988.

myriade de services personnels et domestiques (dans les secteurs de l'alimentation, des réparations et entretien en tout genre, des services à domiciles...). Une partie de ces activités appartient à ce qu'il est convenu d'appeler le secteur informel urbain. Il caractérise le petit commerce de rue, les marchés périodiques ou encore les services personnels et activités de transformation qui adoptent des processus avant tout artisanaux.

Ces activités urbaines et rurales qui ne participent pas de l'économie de la canne à sucre occupent actuellement la plus grande partie de la force de travail locale et entraînent une diversification croissante de sa structure sociale. Malgré cela, la dynamique économique, celle de l'emploi et des revenus créés par les activités urbaines et agricoles, demeure très dépendante de l'économie sucrière.

2. Exode rural et sous-emploi.

2.1. Une population majoritairement urbaine.

La population de la "Zona da Mata" du Pernambouc, qui compte 1,2 million de personnes, réside en grande partie dans les centres urbains de moyenne et petite importance (64 %), alors qu'il y a vingt ans, plus de la moitié vivait encore à la campagne (56 %). Entre 1980 et 1991, les recensements montrent une croissance démographique d'environ 1 % par an, inférieure à la croissance végétative de la population, ce qui laisse supposer un flux d'émigration important.

Les données du Tableau 1 permettent de constater avant tout un intense processus de "déruralisation". Celui-ci est moins associé à l'attrait des centres urbains qu'aux transformations survenues dans le milieu rural et en grande partie responsables de l'expulsion des populations résidant sur les plantations¹. Au cours de la période considérée, la population rurale vit non seulement sa participation relative se réduire mais elle enregistra aussi une diminution en termes absolus.

Outre l'exode rural, d'intenses flux migratoires conduisent la population vers des centres urbains extérieurs à la "Zona da Mata" et en direction d'autres régions du pays. De ce fait, le taux de croissance de la population, durant la décennie 70 (de 1 % à 1,2 % entre 1970 et 1980) montre que la "Zona da Mata" ne parvient pas à retenir une partie significative de sa population.

¹ Melo, Mario Lacerda de, *Proletarização e Emigração nas Regiões Canavieiras e Agrestinas de Pernambuco*, Recife, UFPE, 1976, (miméo).

Tableau n°1 : Pernambuco : Population de la "Zona da Mata"

Population	1970	(%)	1980	(%)	1991	(%)
Total	971.626	100	1.093.899	100	1.220.592	100
Urbaine	423.736	44	601.319	55	783.017	64
Rurale	546.890	56	492.580	45	437.565	36

Source : IBGE - Recensements démographiques

2.2. Une aggravation du sous-emploi.

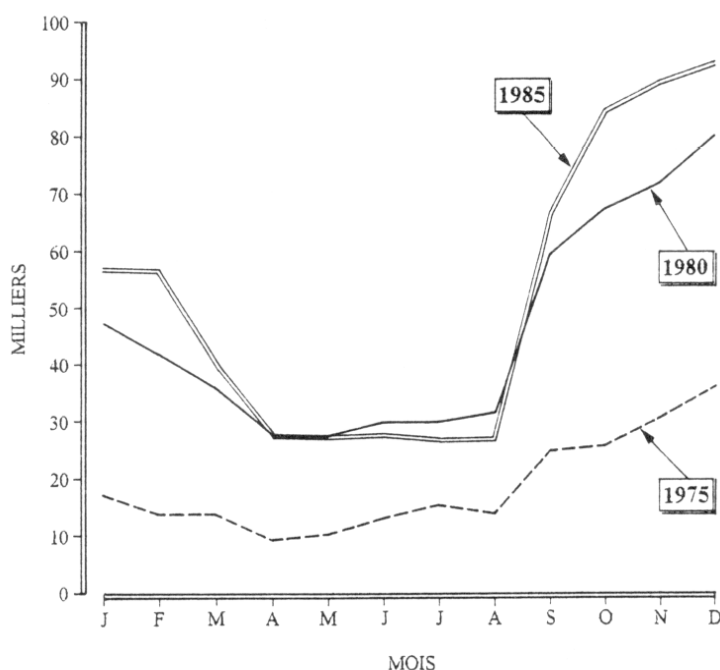
L'analyse de l'évolution de l'emploi dans la "Zona da Mata" du Pernambuco atteste qu'en dépit de son importance économique, la culture de la canne à sucre n'a pas permis, au cours des dernières décennies, la création de nouveaux emplois. On constate, au contraire, dans cette région, une chute de la population active agricole en termes relatifs, comme son léger déclin en termes absolus. Le niveau d'emploi total dans la "Zona da Mata" passa de 281 900 personnes en 1970 à 347 800 en 1980 et 388 100 en 1991¹. Mais l'augmentation constatée est entièrement due à l'emploi urbain, car de 1970 à 1980 on enregistre une diminution absolue de l'emploi agricole (de 178 100 à 176 900). Le pourcentage de population active agricole serait ainsi passé, au cours de cette évolution récente, de 63 % du total en 1970 à 51 % en 1980 et probablement à moins de 46 % en 1991. L'agriculture, en particulier la culture de la canne à sucre, activité dominante de la région, ne parvient donc pas à maintenir les niveaux d'emploi en dépit de l'augmentation constante des niveaux de production.

Une autre évolution est à souligner : l'approfondissement de la fluctuation saisonnière de l'emploi (cf graphique n°1). Les particularités de la culture de la canne à sucre entraînent en effet une opposition marquée entre la période de la coupe et la morte-saison qui correspond à une période de chômage important. La modernisation de l'activité (mécanisation, utilisation de produits chimiques...) qui n'a pas touché la coupe, toujours pratiquée manuellement, a accentué cette opposition : en 1975, la différence entre les niveaux maximum et minimum de l'emploi était de 26 800 ; dix ans plus tard, elle

¹ Il s'agit pour cette dernière année, d'une estimation basée sur l'hypothèse selon laquelle le rapport population occupée/population totale est le même qu'en 1980.

est passée à 64 800, l'adoption de nouveaux processus cultureux réduisant principalement les besoins en main-d'oeuvre pendant la morte-saison.

**Graphique n° 1 : Les emplois agricoles temporaires
dans la Zona Da Mata**



Ainsi est-ce une proportion toujours plus importante de travailleurs agricoles qui ne trouve à s'employer que durant la moitié de l'année, cette croissance de l'emploi temporaire venant s'ajouter au chômage permanent d'une partie de la population. Aucune alternative d'emploi ne s'offre à celle-ci, car la concentration foncière et la monoculture limitent l'accès à la terre et les possibilités de diversification agricole. Certains grands propriétaires ont bien introduit de nouvelles cultures ; pourtant ces initiatives, amplement divulguées dans la presse, ont eu peu d'effet.

Elles ne contribuent, en tout cas, nullement à soulager les difficultés que connaissent les travailleurs "libérés" par la modernisation de l'agro-industrie du sucre et de l'alcool, selon un euphémisme faussement positif en vogue actuellement. Rares, en effet, sont les laissés-pour-compte de cette modernisation qui trouvent à s'employer dans ces nouvelles activités, car la culture des produits choisis pour remplacer la canne à sucre se pratique selon un mode encore moins intensif en main d'oeuvre.

La fluctuation des niveaux de l'emploi existe aussi dans l'activité industrielle. Les syndicats de travailleurs des entreprises industrielles liées à la production de sucre et d'alcool estiment que le nombre d'emplois passe de 28 000 au moment du broyage de la canne à sucre à 8 000 quand cette activité est terminée.

Ainsi, ce sont globalement près de 85 000 personnes qui, dans la région de la canne à sucre, perdent leur emploi chaque année lors du passage de l'époque productive à l'autre.

Ces données attirent l'attention sur le double aspect de la question de l'emploi dans la région : sa dimension conjoncturelle et saisonnière, d'un côté, et sa dimension structurelle de l'autre.

2.3. Composition de la force de travail.

La main d'oeuvre employée à la culture de la canne à sucre comprend des personnes des deux sexes y compris les enfants qui vont aider leurs parents dans les champs. En effet, de nombreux enfants sont employés aux tâches les plus diverses, même les plus dangereuses (maniement d'instruments coupants et/ou de produits toxiques sans les précautions requises)¹.

Le statut des ouvriers agricoles permet leur classement en trois grandes catégories : les saisonniers, "corumbas", qui viennent d'autres régions pour travailler à la coupe ; les "déclarés"² qui appartiennent au groupe des travailleurs permanents en situation régulière, détenteurs des documents stipulés par la loi ; les quelques travailleurs résidant encore sur les plantations sont généralement déclarés (cela concerne seulement les chefs de famille). Les autres "déclarés" habitent à la périphérie des villes de la région.

La plus grande partie des travailleurs entre dans la catégorie des "clandestins", c'est-à-dire ceux qui ne sont pas déclarés officiellement comme salariés. Divers travaux³ montrent que cette situation illégale ne signifie pas obligatoirement que le travailleur soit aussi "volant", c'est-à-dire qu'il change fréquemment de lieu de travail ; certes certains "clandestins" sont embauchés, directement ou non, par des entreprises en en changeant constamment mais d'autres travaillent de façon permanente sur une plantation donnée, parfois celle-là même dont ils ont été expulsés. Le fait d'être "clandestin", comme le nom l'indique, prive la personne ainsi qualifiée des bénéfices automatiques auxquels elle aurait droit comme travailleur selon la législation en vigueur.

¹ Voir à ce propos le rapport de la recherche du Centro Josué de Castro, *Os Trabalhadores Invisíveis, Crianças e adolescentes do Canaviais de Pernambuco*. Recife. CJC. 1993. Selon ce rapport, environ 25 % des travailleurs n'avaient pas plus de 19 ans. D'autres recherches confirment ces données, comme le témoignage de travailleurs adultes, qui affirment avoir commencé à travailler dans les champs de canne à sucre avant l'âge légal (14 ans) et ce dans une proportion de plus de 80 %. Voir, par exemple, Dabat, Christine Rufino. *A situação dos Trabalhadores rurais de Ponta de Rua na Zona Canavieira de Pernambuco*, Recife, mimeo, 1991, p. 87.

² En portugais "fichados" terme évocant l'existence d'une fiche, c'est-à-dire d'un document écrit officiel rendant compte de la situation de salarié de son détenteur. En fait, il s'agit, conformément à la législation brésilienne, d'un livret délivré par le Ministère du Travail et rempli par l'employeur qui sert de preuve, pour le travailleur, de sa condition de salarié régulier. Le nom "fichado" n'est pas utilisé en milieu urbain alors que les ouvriers agricoles de la canne en font un usage courant, ainsi que de ses dérivés "fichar", "fichamento", etc.

³ Dabat, Christine Rufino, *A situação dos trabalhadores Rurais de Ponta de Rua*, op. cit. p. 84. Voir aussi Pereira Anthony Wynne, *Regime Change without democratization ; Sugar Workers' Unions in Pernambuco, Brazil, 1961-1986*, Cambridge, Mass, Harvard University, mimeo, 1991.

En l'absence de données officielles exactes, et la situation évoluant selon la conjoncture et le mode de gestion du personnel propre à chaque entreprise, il faut se contenter d'estimations. Pereira¹ considère que 50 % environ des travailleurs sont clandestins - cette proportion pouvant augmenter localement si la raffinerie implantée dans la commune est peu légaliste. Ce sont les hommes, chefs de famille, qui sont "déclarés" en priorité ; ce sont eux également qui obtiennent le plus fréquemment un emploi à l'année, alors que les femmes jouissent plus rarement d'une situation légale ou de la permanence dans l'emploi.

Les formes d'utilisation de la main d'oeuvre et les relations de travail, présentes à la ville comme à la campagne, s'inscrivent dans un contexte d'excédent relatif de population face aux capacités d'absorption de l'activité économique, ce qui contribue largement à expliquer le faible niveau de vie de la plus grande partie de la population.

3. Une grande précarité des conditions de vie.

D'innombrables études dénoncent la précarité des conditions de vie de la population de la "Zona da Mata", en particulier de celle qui se trouve directement ou indirectement dépendante de l'économie de la canne à sucre. Les études de José de Castro, Gilberto Freyre et Nelson Chaves cherchaient déjà , il y a une dizaine d'années, à attirer l'attention sur cette question. Même la littérature régionale, représentée entre autres par le romancier José Lins do Rego, en particulier avec "Usina", et le poète João Cabral de Melo Neto dans "Morte e Vida Severina" et d'autres poèmes, trace le tableau des graves carences dont souffre la population travailleuse de la région. Les travaux les plus récents, élaborés par des organisations non-gouvernementales, par les milieux académiques (universités, centres de recherche) et par les organismes de planification confirment la persistance d'une situation d'extrême pauvreté.

Le rapport de l'IPEA sur les conditions de vie de la population évalue à 126 000 le nombre des familles indigentes dans la "Zona da Mata" sur un total de 255 000 familles². La condition d'indigence caractérise donc environ 49 % des foyers, pourcentage supérieur à celui qui a été enregistré pour l'ensemble de l'état de Pernambouc (43 %) et bien supérieur à celui qui concerne le Brésil tout entier (29 %).

Il faut noter que la différenciation entre population indigente et non indigente s'effectue selon des critères extrêmement rigides : la ligne de partage est tracée en fonction d'un revenu qui ne permet que

¹ Pereira Anthony Wynne Regime, *Change without Democratization*, op. cit.

² Peliano, Anna T.M. coord. *O Mapa da Fome III*, Indicadores sobre a indigência no Brasil, IPEA, 1993.

l'accès à une certaine quantité d'aliments de base ("cesta básica")¹ et la satisfaction des besoins nutritionnels de la population selon les modèles établis par les organismes internationaux de santé et la FAO. Ce seuil de pauvreté ne prend pas en compte les dépenses concernant l'éducation, la santé, l'hygiène etc., besoins de base de toute population. Si l'on en tenait compte, les pourcentages de population indigente seraient évidemment bien plus élevés.

3.1. Santé et nutrition.

Le Proalcool² et la modernisation des processus culturels ont contribué ces dernières années à aggraver le traditionnel déficit en produits vivriers de cette région de monoculture.

En effet, les lopins de terre insérés dans les plantations et mis à disposition des ouvriers agricoles pour y pratiquer quelques cultures de subsistance ont presque disparu : la plupart des résidents ont été expulsés des plantations. Désormais sans accès à la terre et gagnant un salaire qui ne permet pas de satisfaire les besoins nutritionnels de sa famille³, soumis, ainsi que tous ceux qui participent au revenu familial, à un chômage saisonnier, le coupeur de canne de la Zona da Mata souffre de malnutrition et sous-nutrition endémiques.

Les scientifiques reconnus de la région (Josué de Castro, Nelson Chaves et leurs disciples...) ont démontré les profonds dommages que cette situation cause à la population, surtout aux jeunes en pleine croissance. La petite stature des individus compte parmi les conséquences les plus visibles de la malnutrition.

"Le (nanisme) de la "Zona da Mata" est nutritionnel par manque de protéines, de minéraux, de vitamine D et de matériaux pour la formation des hormones qui participent au développement et à la croissance. Il est la conséquence de la faim endémique progressive, élaborée et maintenue par l'homme⁴ ".

¹ Selon les normes en vigueur au Brésil, ce panier de base comporte sept produits alimentaires calibrés, quantitativement, pour satisfaire les besoins alimentaires minimums d'une famille de quatre personnes, deux adultes et deux enfants.

² Le Proalcool, Programa Nacional do Alcool, établi en 1975, vise l'indépendance nationale en matière de combustibles ; en fabriquant de l'alcool combustible utilisable par les véhicules à partir de la canne à sucre, le Brésil est effectivement parvenu à rompre son ancienne dépendance absolue envers les combustibles fossiles. L'Etat fédéral a, à cette occasion, fourni force financements, à des conditions extrêmement avantageuses, aux grands producteurs de canne et raffineurs et encouragé de ce fait une extension inédite des champs de canne à sucre, y compris dans des régions climatiquement moins favorables. L'avance de la canne s'est faite aussi au détriment des cultures vivrières pratiquées par les coupeurs de canne sur des terres cédées temporairement et des pans de forêt qui subsistaient encore.

³ Le Centre Josué de Castro a calculé qu'il faudrait 3,9 salaires minimum pour couvrir le prix de l'alimentation de base d'une famille dans une "situation parfaitement irréaliste où 100 % de ce revenu seraient transformés en aliments". Cependant, plus de 80 % des familles de coupeurs de canne interrogées ne gagnent pas suffisamment pour acheter les aliments qui composent la Ration Essentielle Minimum, *Os Trabalhadores Invisíveis*, op.cit., p.6.

⁴ Chaves, Nelson "Alimentação na zona da Mata", in *Antropologia do Açúcar*, 1972, p; 101-111. Dans ce même ouvrage, Orlando Parahym rappelle, en outre, les graves conséquences de la faim sur la santé des enfants, parmi lesquelles le Kwashiorkor, le marasme et la cécité par avitaminose A. (PARAHYM "Antropologia e doença da zona canavieira" in *Antropologia do Açúcar*, op. cit. p. 63-67).

L'insuffisance de l'alimentation, sa mauvaise qualité, son manque de variété, donc sa carence grave en éléments nutritifs (la teneur en protéines ne dépasse pas un tiers de la quantité nécessaire et s'accompagne de manque de vitamines et de fer ainsi que d'autres éléments fondamentaux)¹ sont les facteurs qui expliquent l'affaiblissement permanent des organismes. Celui-ci est encore accentué par les exigences d'un travail comportant un grand effort physique sous des conditions climatiques pénibles (le travail dans les champs de canne à sucre s'effectue au cours de la période la plus chaude de la journée)². Les carences de l'alimentation, ajoutées aux mauvaises conditions de vie et aux déficiences d'un système de santé publique précaire, voire inexistant³, contribuent à la gravité de certaines maladies à prévention aisée et effets limités chez des individus bien alimentés.

*"La rougeole, maladie bénigne chez les bien alimentés, a des conséquences graves chez les malnutris et se trouve ainsi à l'origine d'une incidence élevée de décès"*⁴.

Traduit en statistiques, ce contexte correspond à une espérance de vie de 46 ans et à une mortalité infantile estimée à 102 ‰ dans la région⁵.

L'état fort précaire des habitations aggrave encore ce tableau. Le dernier recensement publié (qui date de 1980) montre que 27 % des domiciles sont considérés comme "rustiques", c'est-à-dire construits avec les matériaux les plus divers, parmi lesquels ne figurent ni la brique ni le bois appareillé. En outre, à peine un tiers des habitations est relié à un réseau général d'approvisionnement en eau. Quant aux installations sanitaires, si l'on considère tout type de fosse (y compris celles du genre rudimentaire), seuls 54 % des domiciles en disposent. Dans une région où l'incidence des trypanosomiasés est l'une des plus élevées du pays et où fut implantée toute une série de programmes visant à leur éradication, il est surprenant de rencontrer encore un pourcentage aussi élevé de domiciles dépourvus des installations sanitaires minimales. Si l'on s'en tient au branchement sur le réseau général ou à la fosse sceptique, le pourcentage atteint à peine 3 % du total.

¹ Voir à cet égard les résultats de la recherche du Prof. Eridan Coudinho du Département de Nutrition de l'Université Fédérale du Pernambouc évoquées dans *Jornal do Comércio*, 11.09.1989. Le médecin Emilia Perez, pour sa part, révèle dans les résultats préliminaires d'une recherche en cours à Matriz da Luz, concentration d'ouvriers agricoles dans la commune de São Lourenço da Mata, à proximité de Recife que 90 % des enfants examinés souffrent de polyverminose et que près de 70 % d'entre eux sont victimes de dénutrition chronique aigue.

² Au cours d'une recherche récente, Eloine Nascimento de Alencar mit en évidence les conséquences de cette alimentation insuffisante et inadéquate - farine de manioc et poisson sec - sur les lieux de travail, entre autres des crises d'hypoglycémie qui conduisent à des sensations de "malaises, des évanouissements ou encore qui entraînent des accidents". *Tralhalho e saúde do canavieiro*, João Pessoa, UFPB, Mestrado em enfermagem e Saúde Pública (Tese de Mestrado - mimeo), 1993.

³ L'assistance médicale, fournie comme service public, n'existe de fait que dans les villes les plus importantes ou encore à Recife. Il y a des communes, comme Cortès, qui comptent plus de 12 000 habitants et ne disposent pas d'un seul médecin résident.

⁴ Nelson Chaves cite aussi la diarrhée infectieuse et parasitaire, les infections de l'appareil respiratoire, in "Alimentação na Zona da Mata", op. cit., p.107.

⁵ D'autres estimations vont de 138 ‰ jusqu'à la proportion dramatique d'un tiers des enfants nés vivants qui n'atteindrait pas l'âge de cinq ans. *Veja*, 18.12.1991.

Certaines enquêtes plus récentes, réalisées auprès des travailleurs de la canne à sucre, signalent dans ce domaine des déficits encore plus graves : 51,8 % des familles ne disposent d'aucune sorte d'installation sanitaire (interne ou externe avec ou sans fosse). Cette enquête révèle aussi qu'à peine 13,7 % des domiciles sont branchés sur une arrivée d'eau classique et que seul 1,6 % dispose d'eau dûment traitée, dispensée à une fontaine¹.

3.2. L'analphabétisme.

A la misère matérielle s'ajoutent les mauvaises conditions de l'apprentissage. La faillite du système d'enseignement apparaît nettement dans les données concernant l'instruction de base. Le taux de population analphabète dans la population rurale adulte dépasse 60 %, voire même 70 % (carte 4), situation qui caractérise aussi les communes proches de Recife. On peut l'attribuer aux lacunes (passées et présentes) du réseau scolaire rural et aux taux fort élevés d'évasion et de redoublement scolaire parmi les enfants des coupeurs de canne. Outre l'inadéquation de l'enseignement proposé (thématiques, calendrier, formation du corps enseignant), pèse la nécessité qu'ont ces enfants et adolescents de contribuer par leur travail au revenu familial. En dépit des mesures légales et judiciaires² destinées à faire respecter l'interdiction du travail des enfants et adolescents, la main d'oeuvre infantile, on l'a vu, reste importante dans les champs de canne du Pernambouc.

4. Des rapports de force inégaux.

La persistance de conditions de vie très insatisfaisantes dépend étroitement de la structure productive et des relations de travail qui ont cours dans la région. Celles-ci sont modelées par l'énorme pouvoir de marchandage exercé par les grands propriétaires et employeurs sur le marché du travail : des transformations économiques et sociales s'imposent dans la région, de même qu'une présence plus marquée de l'Etat et de la société civile, à la fois dans la régulation des relations de production et dans la mise en place de programmes sociaux destinés à améliorer les conditions de vie de l'ensemble de la population.

¹ Araújo, Espedito Rufino de, *O trator e o 'Burro sem Rabo', Consequências da modernização agrícola sobre a mão-de-obra na região canavieira de Pernambuco, Brasil*, Genève, IUED (mimeo), 1990.

² Aux Lois du Travail, il faut ajouter les dispositions spécifiques du Statut de l'Enfant et de l'Adolescent et même des sentences prononcées récemment (1993) par le Pouvoir Judiciaire local, tous textes et mesures qui se sont montrés parfaitement inopérants jusqu'à présent.

4.1. La persistance de conditions de travail pénibles.

La modernisation de l'activité a, paradoxalement, apporté peu d'avantages aux travailleurs de la canne. Les pouvoirs publics justifiaient toujours les généreux financements attribués à cette culture en invoquant, outre la croissance des emplois directs et permanents, l'amélioration des conditions de vie des travailleurs que cet argent permettrait. Pourtant, en plus des suppressions de postes de travail et de l'accentuation du caractère saisonnier de l'emploi, déjà évoqués ci-dessus, il faut noter les effets pervers des changements survenus dans l'organisation de la production, en particulier dans le domaine de la sécurité.

Les produits utilisés lors des traitements culturaux empoisonnent littéralement les personnes qui les appliquent comme celles qui habitent à proximité des champs¹. L'exposition à ces produits fortement toxiques peut avoir des conséquences dramatiques. Les travailleurs en connaissent les divers symptômes mais sont peu informés des précautions indispensables à prendre et restent sans secours médicaux lorsque ceux-ci s'avèrent nécessaires. Les autorités compétentes, responsables des questions touchant à l'environnement ou chargées de la santé publique, brillent par leur absence.

La canne doit être coupée le plus près possible du sol de façon à conserver une bonne teneur en saccharose. La coupe entraîne, de ce fait, de nombreux accidents du travail, surtout lorsque les travailleurs utilisent le traditionnel couteau long. Par ailleurs, la coupe de la canne brûlée et non liée a permis l'introduction généralisée de la chargeuse qui - contrairement à la coupeuse - est adaptée à la topographie accidentée de la région et a, en grande partie, remplacé les muletiers et chargeurs. Cependant, l'extension de la canne sur des versants abrupts inaccessibles à la machine, a nécessité l'entrée en scène d'un autre personnage : "la mule sans queue". Il s'agit d'un travailleur qui pousse les cannes coupées le long des pentes ou en transporte les faisceaux sur son dos jusqu'au camion, comme le faisait autrefois la mule aujourd'hui disparue. Ce ne sont là que quelques exemples ; d'autres changements dans la culture de la canne à sucre contribuent de même à l'intensification et à la complexification des "tâches"², exigeant des travailleurs un effort physique plus important et davantage de temps de travail³.

Si ces changements sont souvent mis en avant, il est des permanences aux effets tout aussi néfastes sur les conditions de travail. La plus courante s'inscrit dans le mépris systématique des dispositions de

¹ Sans compter les atteintes aux cultures alimentaires et au bétail, de même que l'aggravation de la pollution des rivières approvisionnant les villes des environs. Voir, à cet égard, le diagnostic établi par le géographe Joaquim Correia X. de Andrade Neto, *A questão ambiental na Zona da Mata de Pernambuco*, Recife, IICA/SEPLAN, 1993.

² La "tâche" : travail qui doit être exécuté dans la journée par l'ouvrier agricole.

³ Voir Araújo, Espedito Rufino, *O Trator e o Burro sem Rabo*, op. cit. p. 262 et suivantes.

la législation du travail (CLT¹ par exemple) et des accords collectifs spécifiques aux coupeurs de canne. Cette inobservance prend les formes les plus diverses : augmentation subreptice des tâches à effectuer, refus de rétribuer le congé hebdomadaire ou les vacances, opérations douteuses effectuées lors du paiement du salaire dont sont retirées les sommes dépensées à la boutique² où s'approvisionnent les habitants de la plantation etc.

La généralisation de ces pratiques et l'échelle à laquelle elles se manifestent en font une composante structurelle de l'organisation du travail et de sa rémunération : elles se traduisent par une perte salariale considérable, fait économique rarement mis en évidence dans toute son ampleur et avec toutes ses implications³.

A cela, s'ajoutent les actes de violence. *Sucre au goût de sang*, tel est le titre tristement illustratif d'un dossier publié par le Mouvement Syndical des Travailleurs Ruraux, qui établit la liste des actes de violence les plus graves commis dans la région de la canne à sucre contre les ouvriers agricoles, leurs familles, et le personnel des syndicats. Le simple exercice de leur fonction professionnelle place ces derniers devant un danger quotidien : menaces, humiliations et actes de violence à l'issue trop souvent fatale. Tous armés, les gardiens, les contremaîtres et les administrateurs des entreprises, exercent sur les lieux de travail, un contrôle sévère des activités et des déplacements. Les prétextes aux actes de violence commis contre les travailleurs sont divers : cela va du désaccord à propos du travail (contestation de la taille d'une tâche, réclamation à propos du paiement de certains droits, action intentée auprès de la Justice du Travail, témoignage en faveur d'un collègue) jusqu'à des motifs qui paraîtraient futiles, n'étaient les conséquences qu'ils entraînent : le travailleur ou un membre de sa famille a coupé un régime de bananes, a pris du bois de chauffage, a traversé la propriété sans autorisation...

En dépit d'innombrables dénonciations et revendications auprès des pouvoirs publics, la liste des victimes continue à s'allonger sans que l'on ait connaissance de jugements et sanctions à l'égard des coupables⁴ car la plus grande alliée de la violence exercée à l'encontre des travailleurs et syndicalistes, c'est précisément l'impunité qui règne dans la région pour de tels actes. On pourrait y voir l'un des principaux traits de la culture locale ou encore de la "Civilisation du Sucre", tant chantée par les élites intellectuelles de la région.

La société régionale porte en effet les marques indubitables du système esclavagiste : un siècle après l'abolition formelle de cette "institution particulière" et sans qu'aucun grand bouleversement n'ait

¹ Consolidação das Leis do Trabalho, texte cardinal des Lois du Travail au Brésil.

² En portugais "barracão", c'est-à-dire le petit magasin qui se trouve généralement sous la responsabilité d'un homme de confiance du propriétaire.

³ Voir aussi les témoignages présentés par la Pastorale de la Terre : CPT, *Documento Preliminar sobre a crise na Região canavieira da*

⁴ Voir à ce propos le rapport d'Amnesty International, *Brazil : Authorized violence in Rural Areas, Londres, 1992.*

secoué l'ordre établi il y a presque cinq siècles, on note la persistance de certaines attitudes : arbitraire et violence chez les employeurs, soumission et omission de la part des autorités publiques qui cherchent avant tout à satisfaire ces derniers et humilité chez les travailleurs, acteurs le plus souvent réduits au seul rôle de victimes.

Si le Mouvement Syndical des Travailleurs Ruraux est parvenu, malgré de nombreuses oppositions, à se consolider et à élargir son influence¹, son action reste extrêmement respectueuse de la législation et de l'ordre public. Forts de taux d'adhésion très élevés parmi les travailleurs agricoles, jouissant d'un grand prestige auprès des populations de la région, les syndicats de travailleurs ruraux cherchent à se doter de formes d'organisation mieux adaptées aux récents changements ; ils essaient également de restreindre peu à peu leur activité d'assistance sociale et médicale - héritage de l'époque de la dictature militaire - pour se consacrer entièrement aux interventions concernant les relations de travail proprement dites.

Cependant, la démission des pouvoirs publics dans les différents domaines de leur compétence donne au syndicat une place très privilégiée aux yeux des travailleurs : "c'est notre maison" disent-ils. Que ce soit ou non de son ressort, le syndicat se fait intermédiaire dans les relations entre les travailleurs ruraux et leurs familles d'un côté, et la société dans son ensemble de l'autre² ; à une époque où la question de la citoyenneté alimente les débats, le syndicat apparaît comme le seul lieu où le coupeur de canne se sente, de fait, un citoyen.

4.2. Présence/Absence de l'Etat.

L'amplitude des attributions qui reviennent - de fait - au syndicat est le reflet de l'abandon presque total dans lequel se trouvent les populations rurales de la zone concernée.

En effet, l'influence de l'Etat sur l'activité agricole régionale, le rôle très important qu'il joua dans l'expansion et la modernisation de l'agro-industrie de la canne à sucre sont bien connus. Rappelons l'attribution de subsides et autres encouragements à la production par le financement généreux et sans grande contrepartie de l'activité productive - parfois même à fonds perdus sous couvert du report indéfini des échéances de remboursement ou par simple pardon des dettes - ; le financement de la modernisation du parc industriel et de la recherche agricole et industrielle ; la gestion des relations

¹ Voir Araújo, Espedito Rufino, *O Trator e o Burro sem Rabo*, op. cit., p.280 et Pereira Anthony Wynne, *Regime Change without Democratization*, op. cit. p. 277

² Outre les questions concernant les relations de travail proprement dites, le syndicat peut apporter son aide dans l'obtention de papiers d'identité, l'accès à l'éducation, les actions à mener en cas de maladie, d'accident, de chômage ; il aide l'accès des travailleurs aux divers programmes officiels d'encouragement à la production ou de combat d'urgence au chômage (sous forme d'embauche temporaire pour la réalisation de travaux publics), etc.

parfois conflictuelles entre producteurs agricoles et patrons de l'industrie ; la garantie de l'écoulement de la production et de son prix (trait singulier en économie dite de marché) et enfin, *last but not least*, l'attribution aux producteurs de la région d'une dotation dite "compensatoire", appelée "égalisation des coûts", qui protège l'activité agricole et industrielle de la concurrence interrégionale et revient à couvrir l'inefficacité des producteurs nordestins en termes de productivité. L'Etat est donc très largement actif dans cette activité... du côté des employeurs¹.

Cette tradition séculaire d'appui pratiquement inconditionnel aux classes dominantes de la région - assurée par la position de leurs représentants dans les hautes sphères des pouvoirs publics locaux et nationaux - reste quasi inchangée. Les seuls changements relevés sont la récente diminution, probablement temporaire, des subsides et la suspension de la fameuse "égalisation des coûts", à mettre sur le compte de la crise fiscale et financière de l'Etat.

Séculaires aussi sont les relations Etat/populations travailleuses : jusqu'aux années 60, la seule vision que les ouvriers agricoles possédaient de l'Etat était celle de la force policière - au service des grands propriétaires - garantissant l'ordre en vigueur, soit celle d'un Etat privatisé dans son action et n'exerçant que sa fonction répressive auprès des populations.

Aujourd'hui encore, malgré les innombrables programmes sociaux des gouvernements fédéraux et locaux, (lutte contre les endémies, la faim ; assistance à la femme enceinte ; développement de l'éducation, du logement populaire ; appui à la petite production agricole, etc.), l'image reste la même car ces actions n'ont en rien modifié, on l'a vu, la situation misérable des ouvriers agricoles et de leur famille².

Ainsi, le contraste est-il criant entre d'un côté une intervention massive et constante de l'Etat, hautement efficace, distribuant généreusement des subventions sans souci de résultats économiques, et de l'autre son absence absolue ou son action répressive durant quatre siècles et demi, relayée, ces dernières décennies, par une présence timide, mal définie dans ses orientations, peu efficace et dépourvue de moyens financiers. Contraste extrême qui ne semble pas prêt de s'atténuer : aucun changement n'est prévu dans l'attitude des autorités publiques, que ce soit dans le sens d'une restriction de leur générosité envers les élites économiques ou dans celui d'une réelle action en faveur des populations rurales et urbaines de la région.

Ce manque de perspectives rend leur condition insupportable aux coupeurs de canne qui cherchent à détourner leurs enfants de ce métier. "Tout sauf coupeur de canne !": toute autre voie est encouragée,

¹ Voir à ce propos : Szmrecsanyi, Tamás, *Planejamento da Agroindústria Canavieira no Brasil, 1990-1975*, São Paulo, Hucitec, 1975 et Andrade Neto, Joaquim Correia X. de, *O Estado e a Agroindústria canavieira no Nordeste Oriental, Modernização e Proletarização*, São Paulo, mimeo, 1992.

² Voir FIAM, *Levantamento Sócio-econômico das Pequenas Localidades da Zona da Mata Sul*. Recife, mimeo, 1991.

même l'émigration et la recherche d'une formation et d'un emploi dans les métropoles ou dans d'autres régions rurales du pays. Toutefois, les travailleurs ruraux continuent leur lutte collective, principalement à l'occasion des campagnes salariales annuelles axées sur le respect des droits acquis et l'amélioration des conditions de travail et de rémunération.

Un autre axe de leur action s'affirme actuellement : la lutte pour la réforme agraire. L'occupation des terres improductives, l'acquisition de parcelles de terre en dédommagement des sommes à percevoir, (à la suite des jugements des Tribunaux du Travail), la pression exercée sur l'Etat pour que celui-ci saisisse les terres des grands propriétaires incapables de s'acquitter de leurs dettes et les distribue aux travailleurs, telles sont quelques-unes des stratégies adoptées pour casser, du moins partiellement, ce que l'on peut sans crainte désigner comme le monopole exercé par quelques familles sur le principal moyen de production dans la région : la terre.

Evidemment, les classes patronales ne voient pas d'un bon oeil pareille évolution et maintiennent des positions qui, en dépit de quelques divergences internes, sont très homogènes et caractérisées par un très grand immobilisme. Forts de leur expérience séculaire de domination hégémonique sur des pouvoirs publics sans projet pour la région, (ni pour l'ensemble de la population), et se contentant de faire pression sur l'Etat pour que soient prises des mesures à court terme (prix, rémission des dettes, etc.), les élites économiques se montrent incapables d'apporter une contribution constructive à un développement (quelle que soit l'épithète choisie pour le qualifier) qui prenne réellement en compte l'immense déficit social qui saute aux yeux les moins avertis.

4.3. La nécessité d'une autre politique.

Dans le contexte de la crise économique qui touche le pays et surtout de la crise financière et fiscale qui affecte l'Etat, certaines propositions furent récemment mises en discussion pour tenter d'améliorer les conditions de vie des populations de la Zona da Mata. Emanant des syndicats et de différents acteurs de la communauté scientifique régionale, ces propositions¹, résumées dans les tableaux ci-joints, visent trois objectifs de base :

- 1 - la création d'emplois,
- 2 - l'amélioration des conditions de vie
- 3 - l'amélioration des conditions de travail.

¹ Parmi les suggestions présentées, certaines reprennent des propositions faites dans le passé, à des moments caractérisés eux aussi par une situation critique de l'économie de la canne à sucre, surtout lors du grand mouvement syndical de la fin des années 50 et du début des années 60, à la veille du coup d'Etat militaire de 1964.

Le premier objectif serait atteint principalement grâce à un ensemble d'actions permettant un processus de diversification de l'économie : l'implantation ou développement d'activités productives autres que celles liées à la canne à sucre (tableau 1). Le programme de réforme agraire proposé va dans le même sens car il permettrait l'élargissement du système de cultures.

Les programmes gouvernementaux auraient l'avantage, outre la création d'emplois, de permettre la réduction de l'énorme déficit régional en matière d'infrastructure économique et sociale de base.

Tableau 1 résumant la proposition de création d'emplois

Diversification de l'activité productive	<ul style="list-style-type: none"> - Dans le secteur agricole : élargissement du système de cultures. - Dans l'activité industrielle : appui aux entreprises de moyenne, petite et grande taille. - Dans le tertiaire : développement du tourisme et des services collectifs. - Appui au secteur informel.
Programmes gouvernementaux	<ul style="list-style-type: none"> - Installation d'infrastructures : routes secondaires, réseau d'électrification rurale, équipements collectifs destinés aux exploitations des petits producteurs. - Construction de logements populaires. - Construction de nouvelles écoles et remise en état et équipement de celles qui existent.

L'amélioration des conditions de vie serait obtenue grâce à l'implantation de programmes de santé, d'éducation, d'alimentation, de logements et d'infrastructures (voir tableau 2). Là encore, le programme de réforme agraire appuierait la réalisation de ces objectifs.

Le troisième objectif concerne les relations de travail et serait atteint grâce à un ensemble de mesures : punition des actes de violence en zone rurale, plus grande vigilance de la justice du Travail quant au respect des lois et accords conclus, participation des travailleurs représentés par leurs syndicats à l'adoption de nouvelles technologies et à l'établissement des nouvelles tâches que celles-ci imposent en modifiant le processus de travail.

Les grands objectifs proposés sont partagés par l'ensemble des acteurs sociaux de la région. Cependant, des divergences surgissent, principalement entre patrons et travailleurs, notamment quand se discute l'implantation de mesures plus concrètes, indispensables à la réalisation des objectifs.

Tableau 2 résumant les propositions d'amélioration des conditions de vie

Education	<ul style="list-style-type: none"> - Restructuration de l'enseignement : programme et calendrier. - Expansion, conservation et rééquipement du réseau d'écoles. - Programme d'alphabétisation des adultes.
Santé	<ul style="list-style-type: none"> - Amélioration et expansion du réseau d'établissements médicaux. - Formation d'agents communautaires de santé dans toutes les communautés. - Développement d'un programme de prévention : <ul style="list-style-type: none"> * campagnes d'éducation et vaccination * assistance à la femme enceinte et à la nourrice * encouragement à l'allaitement * protection de l'enfance et de l'adolescence face au monde du travail - Développement d'un programme dans le domaine de la nutrition : <ul style="list-style-type: none"> * Fourniture de rations aux populations nécessiteuses * Enrichissement des repas dans les établissements scolaires * Rationalisation de l'approvisionnement alimentaire des petites villes et villages et contrôle des prix pratiqués.
Infrastructures et logements	<ul style="list-style-type: none"> - Elargissement du réseau de conduites d'eau potable et de tout-à-l'égout. - programme associant le gouvernement fédéral, l'Etat et les autorités municipales, avec appui privé, dans la construction d'habitations.

Les discussions les plus violentes concernent la mise en place de la réforme agraire préconisée, notamment son extension. D'autres divergences portent sur les aspects de la diversification de l'économie plus ou moins créatrice d'emplois et donc plus ou moins bénéfique pour les travailleurs.

On peut en dire autant des caractéristiques qu'adoptera dans l'avenir la modernisation de l'économie de la canne à sucre. Elle peut signifier tout simplement la suppression d'une bonne partie des emplois, surtout dans les champs, si l'adoption de machines ou d'intrants concerne des opérations intensives en main d'oeuvre comme la coupe de la canne à sucre.

L'Etat n'a plus la possibilité de soutenir l'économie de la canne à sucre par le report des échéances de dettes, par l'attribution de nouveaux crédits assortis de subsides, par le maintien de prix de faveur et par le transfert constant de fonds émanant de l'ensemble de la société au bénéfice des industriels et grands fournisseurs de canne à sucre. Cette impossibilité pourra précipiter l'adoption de propositions de transformation, dont l'orientation dépendra de la force politique des travailleurs et des patrons ainsi que des alliés qu'ils pourront s'assurer dans le futur immédiat.

Bibliographie.

ALENCAR, Eloine NASCIMENTO de, *Trabalho e saúde do canavieiro*, João Pessoa, UFPB, Mestrado em enfermagem em Saúde Pública, 1993.

AMNESTY INTERNATIONAL, *Brazil : Authorized violence in Rural Areas*, Londres, 1992.

ANDRADE, Manuel CORREIA de, *A Terra e o Homem do Nordeste*, São Paulo, Livraria Ed. Ciências Humanas, 1980.

ANDRADE, Manuel CORREIA de, *Area do sistema canavieiro*, Recife, SUDENE, 1988.

ANDRADE NETO, Joaquim CORREIA de, *A questão ambiental na Zona da Mata de Pernambuco*, Recife, IICA/SEPLAN, 1993 (mimeo).

ANDRADE NETO, Joaquim Correia X. de, *O Estado e a Agroindústria canvieira no Nordeste Oriental. Modernização e Proletarização*, São Paulo, mimeo, 1992.

ARAÚJO, Espedito RUFINO, *O Trator e o Burro sem Rabo. Consequências da modernização agrícola sobre a mão-de-obra na região canvieira de Pernambuco - Brasil*, Genève, IUED, 1990.

CENTRO JOSUE DE CASTRO, *Os Trabalhadores Invisíveis. Crianças e Adolescentes dos Canaviais de Pernambuco*, Recife, Centro Josué de Castro, 1993.

CPT, *Documento Preliminar sobre a crise na Região canvieira da Zona da Mata Sul de Pernambuco e alternativas*, Palmares, 1993

DABAT, Christine RUFINO, "A Terra-Privilégio. Estudo sobre a estrutura fundiária na zona canvieira de Pernambuco, *Anais do X Encontro de Geografia Agrária*, Rio de Janeiro, UFRJ, 1990, p. 133-150.

DABAT, Christine RUFINO, *A situação dos Trabalhadores rurais de Ponta de Rua na Zona Canvieira de Pernambuco*, Recife, mimeo, 1991.

FIAM, *Levantamento Sócio-econômico das Pequenas Localidades da Zona da Mata Sul*, Recife, Mimeo, 1991.

MUNIZ, Reginaldo, *Subsídios à Campanha Salarial dos Trabalhadores Rurais da Cana-de-açúcar*, Recife, DIEESE, 1982.

PELIANO, Anna T.M. coord., *O Mapa da Fome III. Indicadores sobre a Indigência no Brasil (Classificação Absoluta e Relativa dos Municípios)*, IPEA, 1993.

PEREIRA Anthony Wynne, *Regime Change without Democratization : Sugar Workers-Unions in Pernambuco, Brazil, 1961-1969*, Cambridge, Mass, Harvard University, mimeo, 1991.

SICSU Abraham Benzaquen e MELO, Lúcia Carvalho Pinto de, *Desenvolvimento Sustentável para a Zona da Mata de Pernambuco : A Dimensão Tecnológica*, Recife, IICA/SEPLAN, 1993 (mimeo).

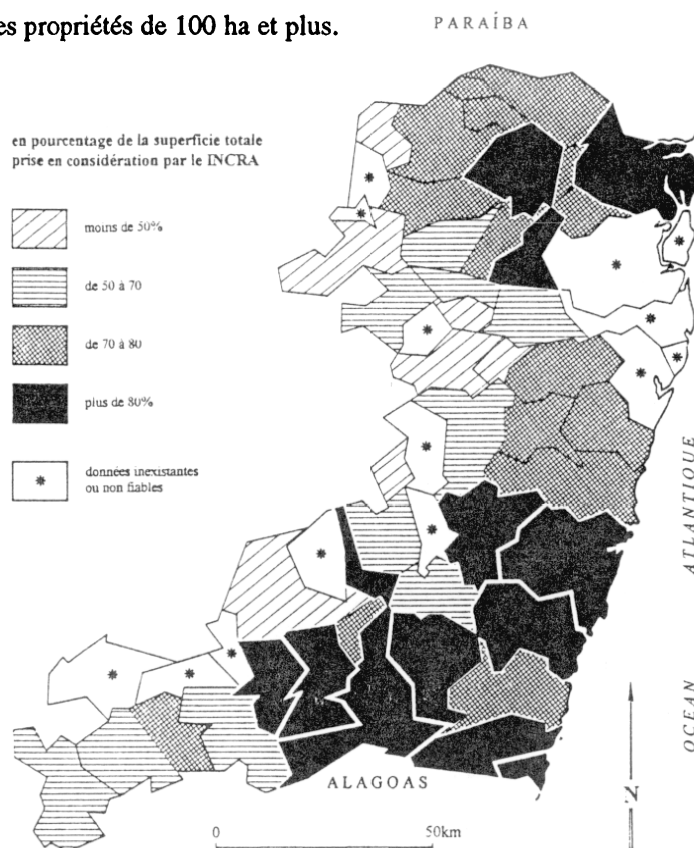
SILVA Gerson Victor e Lima, João Policarpo, *Relatório Econômico sobre o Desenvolvimento Sustentável da Zona da Mata*, Recife, IICA/SEPLAN, 1993 (mimeo).

SZMRECSANYI, Tamás, *Planejamento da Agroindústria Canavieira no Brasil, 1930-1975*, São Paulo, Hucitec, 1975.

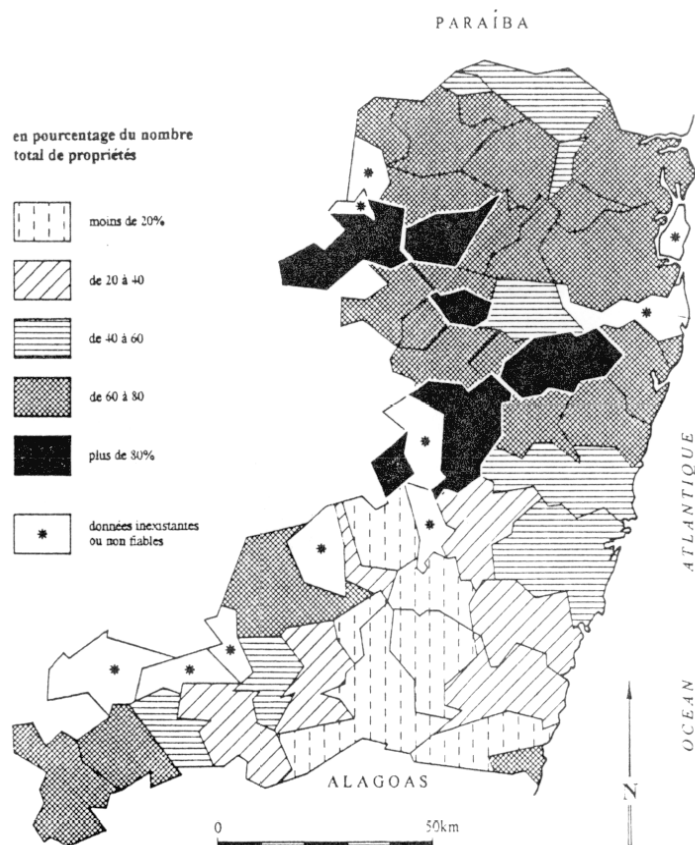
Figure n° 2 : Carte de repérage des *municípios* de la Zona da Mata



Figure n° 3 : Superficie occupée par les propriétés de 100 ha et plus.

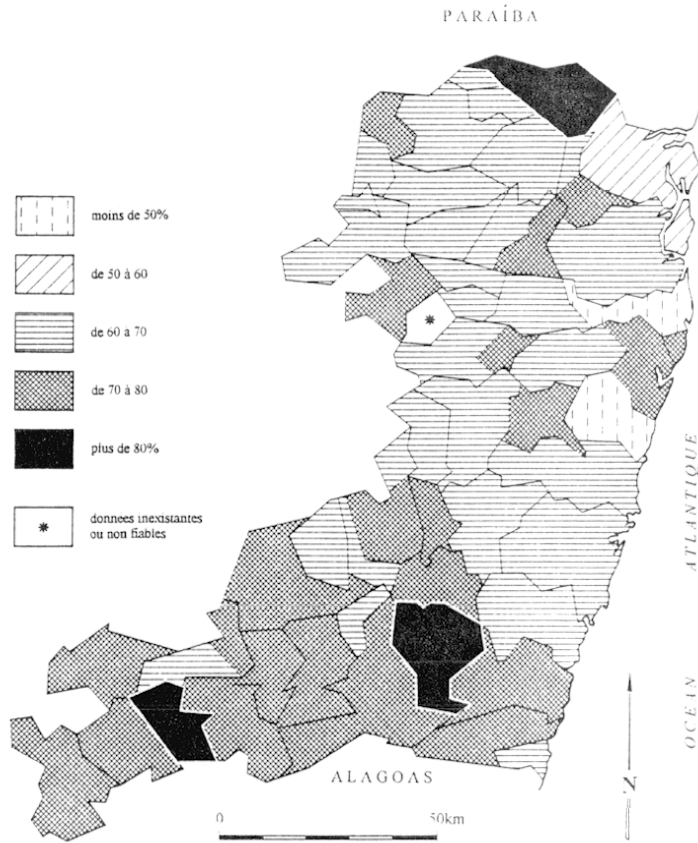


source : Données calculées à partir du cadastre du INCRA (Institut National de Colonisation et de Réforme Agricole) 1986. Cartes gentiment cédées par la Revista de Geografia de l'UFPE.



source : Données calculées à partir du cadastre du INCRA . 1986.

Figure n° 4 : Les propriétés de moins de 10 ha (en % du nombre total des propriétés)



source : Recensement Démographique IBGE. 1980.

Figure n° 5 : Taux d'analphabétisme dans la population

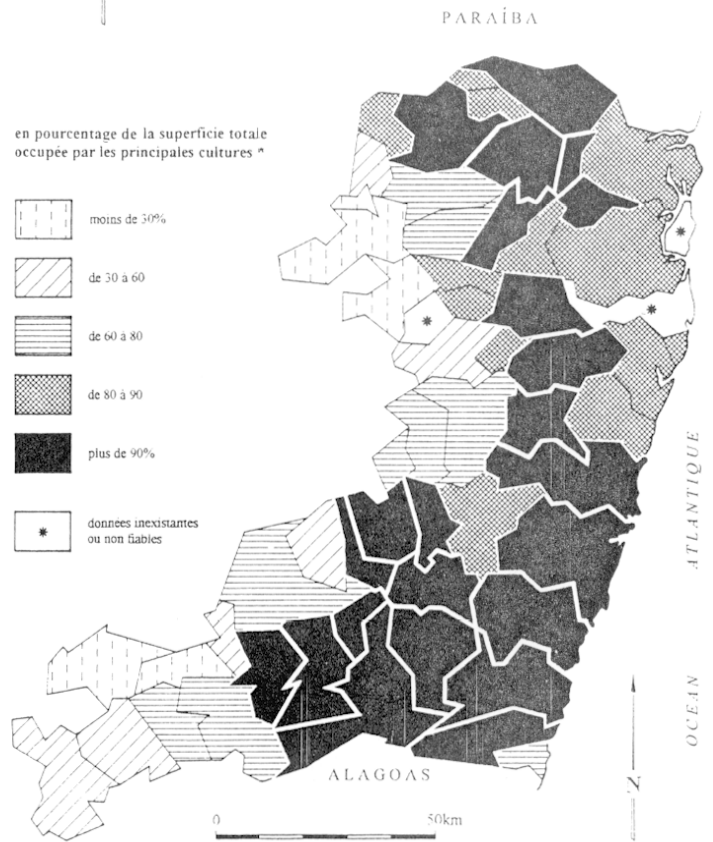


Figure n° 6 : Superficie occupée par la canne à sucre

* Cultures considérées : canne à sucre, noix de coco, haricots, patate douce, manioc et banane.
 source : Recensement Agricole IBGE. 1985

¹ Cultures considérées : canne à sucre, noix de coco, haricots, patate douce, manioc et banane.